

Analyse de l'entrepreneuriat informel dans la commune urbaine de Fianarantsoa Madagascar

Analysis of informal entrepreneurship in the urban commune of Fianarantsoa Madagascar

RAMANARANA Harilalaina Josette

Ecole de Management et d'Innovation Technologique
Université de Fianarantsoa - Madagascar
Centre de Recherche en Economie et Management (CREM)

RAZAFINDRAKOTO Lydia Salomé

Ecole de Management et d'Innovation Technologique
Université de Fianarantsoa - Madagascar
Centre de Recherche en Economie et Management (CREM)

ANDRIAMAHAZOARILALA Santatriniaina Josiah

Ecole de Management et d'Innovation Technologique
Université de Fianarantsoa - Madagascar
Centre de Recherche en Economie et Management (CREM)

RAMANANARIVO Sylvain

Ecole Supérieure de Management et d'Informatique Appliquée (ESMIA)
Ecole Doctorale Gestion des Ressources Naturelles et Développement. EA Agro-Management,
Développement Durable et Territoires,
Université d'Antananarivo, Madagascar

RAMANANARIVO Romaine

Ecole Supérieure de Management et d'Informatique Appliquée (ESMIA)
Ecole Doctorale Gestion des Ressources Naturelles et Développement. EA Agro-Management,
Développement Durable et Territoires,
Université d'Antananarivo, Madagascar

Date de soumission : 10/12/2025

Date d'acceptation : 09/02/2026

Pour citer cet article :

RAMANARANA. H.J. & AL. (2026) « Analyse de l'entrepreneuriat informel dans la commune urbaine de Fianarantsoa Madagascar », Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 7 : Numéro 2 » pp : 848- 866.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons

Attribution License 4.0 International License



Résumé

Dans les pays en développement tels que Madagascar, l'entrepreneuriat informel occupe une place essentielle dans l'économie locale. La municipalité de Fianarantsoa illustre parfaitement cette réalité. Dans un contexte économique caractérisé par un chômage élevé et des salaires insuffisants, beaucoup de résidents se rabattent sur l'économie informelle pour répondre à leurs besoins. Face à cette problématique, l'objectif de cette recherche consiste à examiner les éléments qui favorisent ou entravent la structuration des entreprises informelles. Une démarche méthodologique mixte a été mobilisée, associant des entretiens semi-structurés et une enquête quantitative réalisée auprès de 50 entrepreneurs informels et 20 formels. Les résultats ont indiqué que 86 % des entrepreneurs informels étaient bloqués par les démarches pour se formaliser à cause des coûts importants de la formalisation et de la complexité des procédures administratives. Ainsi, il est nécessaire de faciliter les procédures administratives et de diminuer les coûts afin de promouvoir la formalisation des entreprises. De plus, l'instauration d'une stratégie est indispensable pour surveiller la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle afin de favoriser un véritable développement local.

Mots clés : Entrepreneuriat informel ; formalisation ; obstacles ; économie locale ; politiques publiques.

Abstract

In developing countries such as Madagascar, informal entrepreneurship plays an essential role in the local economy. The municipality of Fianarantsoa is a perfect illustration of this reality. In an economic context characterized by high unemployment and inadequate wages, many residents fall back on the informal economy to meet their needs. The aim of this research is to examine the factors that encourage or hinder the structuring of informal businesses. A mixed-method approach was used, combining semi-structured interviews and a quantitative survey of 50 informal and 20 formal entrepreneurs. The results showed that 86% of informal entrepreneurs had not taken steps to formalize their businesses, due to the high cost of formalization and the complexity of administrative procedures. It is therefore necessary to facilitate administrative procedures and reduce costs in order to promote business formalization. In addition, a strategy is needed to monitor the transition from the informal to the formal economy, in order to foster genuine local development.

Keywords : Informal entrepreneurship ; formalization ; obstacles ; local economy ; public policies.

INTRODUCTION

L'entrepreneuriat informel est un phénomène mondial en constante croissance, ayant un rôle déterminant dans les économies, particulièrement dans les pays en voie de développement. Selon OIT (2018), le travail informel représente 61 % des emplois de la population active à l'échelle mondiale (WIEGO, sans date). Selon une recherche, le secteur informel constitue 55% du PIB en Afrique Subsaharienne, et 60% en Afrique du Sud et au Botswana (Roesel & Grace, 2016). A Madagascar, ce phénomène est particulièrement marqué. D'après l'Enquête Nationale sur l'Emploi et le Secteur Informel de 2015, 95,1 % des emplois à Madagascar proviennent du secteur informel dont 93,7 % pour les hommes et 96,5 % pour les femmes (INSTAT, 2013). L'exploitation limitée du secteur informel contribue à la dégradation des finances de l'État. En 2013, les initiatives mises en place par le gouvernement malagasy se concentraient sur le développement durable et la réduction de la pauvreté (Banerjee & Duflo, 2012). Mais, cela intensifie les activités informelles.

D'après une recherche menée par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Fianarantsoa en 2023, près de 70 % des entrepreneurs au sein de la Commune travaillent dans le secteur informel. Cette tendance reflète une réponse aux défis économiques et au manque d'opportunités d'emploi formelles (CCIHM, 2023). A Fianarantsoa, le commerce de proximité, la restauration et les services de transport font partie des activités informelles. Ces entreprises informelles jouent un rôle crucial dans la survie des ménages tout en contribuant à l'approvisionnement local. Selon l'économiste Andriambololona (2021), l'entrepreneuriat informel à Fianarantsoa représente une bouée de sauvetage pour un grand nombre d'habitants, leur offrant la possibilité de générer des revenus dans une situation économique précaire. Néanmoins, les employés du secteur informel à Fianarantsoa sont confrontés à divers obstacles, y compris l'absence d'accès à des financements et à des protections sociales. Le manque de cadre réglementaire expose ces sociétés aux variations du marché. Rakotoarivelo (2022) met en évidence que pour stimuler l'expansion de l'entrepreneuriat informel, il est crucial d'améliorer l'accès aux ressources et de favoriser des politiques publiques appropriées. Par conséquent, l'étude de l'entrepreneuriat informel met en évidence des dynamiques complexes qui nécessitent une exploration approfondie pour comprendre son influence sur l'économie et la société.

D'après les partisans du néo-libéralisme, l'économie informelle pourrait être une réponse, un recours pour résoudre le problème existant dans une économie formelle trop stricte, trop imposée, pas assez ouverte aux groupes peu qualifiés ou mal intégrés, et parfois

insuffisamment réactive face à un besoin d'innovation (Bureau & Fendt, 2010). L'informel entraîne une faible productivité, d'importantes pertes fiscales, des conditions de travail précaire sur les postes créés et une dichotomie dans le milieu entrepreneurial qui menace le cadre réglementaire (Acfas, 2016). L'entrepreneuriat informel est une activité insignifiante, contraignante, restreinte, peu ambitieuse, sans noblesse, dénuée de meilleures pratiques et de leaders. En somme, il est dépourvu d'intérêt (Bureau & Fendt, 2010). Les employés du secteur informel présentent un niveau élevé de vulnérabilité et de pauvreté (OIT, 2023). Cependant, il offre des bénéfices aux pays à revenu modeste en raison des emplois créés et de sécurité assurée pour les segments les plus défavorisés de la population (Acfas, 2016). Il joue un rôle crucial car les activités qui en émanent peuvent offrir aux individus économiquement et socialement marginalisés un moyen de préserver leur dignité et éventuellement de réintégrer le marché du travail (Causse & Hien, 2024). Cependant, sans la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, il n'y aurait pas de véritable développement (Lautier, 2004). Ainsi, les données concernant le secteur informel aident les gouvernements à élaborer des stratégies pour pallier les effets de l'informalité, orienter, appuyer et superviser la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle (OIT, 2023).

Comme beaucoup d'autres villes de Madagascar, Fianarantsoa est confrontée à des enjeux économiques majeurs. La région enregistre un taux de pauvreté important, avec près de 45% des habitants qui vivent sous le seuil de pauvreté (Banque mondiale, 2023). Dans ce cadre, l'entrepreneuriat informel se présente non seulement comme une source de subsistance, mais également comme un potentiel moteur pour le développement économique à l'échelle locale. La compréhension de ces dynamiques permet de concevoir des solutions alignées sur les réalités locales, tout en suggérant des politiques publiques pour appuyer ces activités vitales.

La problématique réside dans la persistance des entrepreneurs à rester dans le secteur informel malgré les mesures instaurées, d'où la question : Dans quelle mesure les entrepreneurs persistent-ils à rester dans le secteur informel malgré les dispositifs mis en place ? L'objectif consiste ainsi à se pencher sur la stratégie pour encourager les entrepreneurs informels transitent vers la formalisation. Le choix de la ville de Fianarantsoa se justifie par l'existence d'un potentiel entrepreneurial. Sur le plan méthodologique, des entretiens semi-structurés ont été menés, complétés par une enquête quantitative auprès des entrepreneurs, qu'ils soient informels ou formels.

Trois questions de recherche sont ainsi posées : Comment se présente le profil sociodémographique des entrepreneurs ? Le contexte de formalisation d'entreprise est-il

adapté aux besoins des informels ? Et quels sont les impacts socioéconomiques de l'entrepreneuriat ?

1. MATERIELS ET METHODES

1.1. Revue de littérature et synthèse des travaux

L'entrepreneuriat offre aux individus une autonomie, ce qui explique l'importance qui lui est attribuée dans la littérature. De plus, l'entrepreneuriat dans le domaine informel contribue à la réduction du chômage et met en valeur une nouvelle approche de gestion des structures de travailleurs autonomes, également connus sous le nom d'intrapreneurs. Cette approche est associée aux caractéristiques individuelles de son dirigeant (Chauvin et al., 2014). Ainsi, sur la base des recherches actuelles, il est possible de différencier les théories contemporaines de l'entrepreneuriat qui présentent l'entrepreneur comme un travailleur indépendant dans le contexte de l'auto-emploi, des théories classiques de l'entrepreneur innovateur de Schumpeter (1935). La théorie moderne, qui s'ajuste idéalement aux nouvelles formes d'entrepreneuriat, y compris dans le secteur informel, stipule que l'objectif principal de l'entrepreneur est la quête du profit tout comme les employés qui recherchent des emplois à revenus plus élevés (Parker, 2009). La représentation moderne de l'entrepreneur comme un individu indépendant s'harmonise parfaitement avec l'entrepreneuriat informel. Cette théorie découle de l'association de trois théories dont la théorie institutionnelle, la théorie du choix d'occupation et la théorie de l'allocation optimale des ressources (Webb et al., 2012). De plus, selon le rapport sur le développement en Afrique de 2011, la promotion de l'entrepreneuriat et la création d'entreprise sont confrontées à des défis majeurs. Le principal étant le coût initial qui fait grimper les frais de transaction pour les entrepreneurs de petite et micro taille. Par conséquent, face à une fiscalité lourde et aux charges sociales, ces acteurs se voient contraints d'agir dans le secteur informel. C'est la théorie du choix d'occupation. Le deuxième défi concerne les contraintes environnementales et institutionnelles qui font obstacle à la formalisation des entreprises. C'est la théorie institutionnelle dont il est question. Enfin, bien que certains entrepreneurs réussissent à surmonter toutes ces épreuves, d'autres restrictions administratives se manifesteront. C'est la théorie concernant l'allocation optimale des ressources (Kede & Tsafack, 2017).

On peut classer les recherches empiriques sur les obstacles à l'entrepreneuriat en deux catégories distinctes. Dans un contexte macroéconomique, le premier axe de recherche examine les éléments qui permettent d'identifier les défis environnementaux affectant le progrès de l'entrepreneuriat et l'expansion des entreprises dans les pays en développement

(Boubakary, 2016), alors que le second se concentre sur une étude microéconomique des disparités de compétences entre les entrepreneurs pour déterminer si l'option de devenir entrepreneur est liée à des caractéristiques personnelles ou aux contraintes inhérents de l'environnement économique (Kerr & Nanda, 2013).

Effectivement, les entreprises informelles ont tendance à demeurer dans l'informalité pour éviter les taxes et les frais d'enregistrement. De plus, le manque d'informations et la peur de subir des prélèvements additionnels jouent un rôle dans cette décision (Djankov et al., 2004). Ainsi, l'expansion des activités informelles découle de lourdeurs bureaucratiques et d'une réglementation fiscale et sociale excessive. Les microentrepreneurs, confrontés à la complexité des procédures et aux coûts administratifs, ont tendance à adopter des pratiques de dissimulation dont la non-inscription sur les registres fiscaux et la non-déclaration à la sécurité sociale (Alami, 2007). Divers travaux indiquent que parmi les éléments de l'environnement économique, l'accès au financement est perçu comme l'un des principaux obstacles auxquels sont confrontés les entrepreneurs du secteur informel, après les problématiques liées à la clientèle et à la concurrence. Il existe de nombreuses explications, parmi lesquelles le caractère individuel ou familial des entreprises, l'absence d'un marché financier bien organisé, ainsi que les dangers institutionnels associés aux investissements en Afrique (Nguena & Tsafack, 2014). Selon Mbugua et al., (2014) qui ont étudié l'efficacité des entrepreneurs informels au Kenya, l'accès au financement, parmi d'autres facteurs environnementaux, a un impact direct sur plus de 70% de la performance des micro-entrepreneurs. Ce constat va à l'encontre des recherches de Beck et Demirgüç-Kunt (2006) qui ont démontré que plus de 35% et 30% des petites et moyennes entreprises considèrent le coût et l'accès au financement comme les principaux freins pour les entreprises dans un échantillon principalement composé de 71 pays en développement. Les intervenants du secteur informel rencontrent donc des obstacles financiers externes, notamment en matière de crédit bancaire sur le marché financier, ce qui influence la performance de leurs entreprises. Dans les zones rurales malagasy, le secteur informel est souvent à la fois un facteur et un symptôme de la pauvreté. En vérité, les très petites entreprises (TPE) sont généralement informelles, mais elles garantissent la subsistance de la population. Cependant, cela demeure un défi de taille et parfois difficile pour le gouvernement. On observe surtout cette complexité dans les régions rurales. À Madagascar, les enjeux de la formalisation des très petites entreprises découlent du faible niveau éducatif de nombreux entrepreneurs, de l'extrême pauvreté qui engendre le fléau

du chômage et de l'inefficacité des initiatives et plans d'action mis en œuvre pour la formalisation (Randrialahamady et al., 2023).

Dans cette optique, la transition vers la formalisation vise à améliorer l'environnement des affaires, à mettre en œuvre des programmes et projets spécifiques dédiés, ainsi qu'à soutenir les secteurs productifs qui influencent indirectement la sortie des unités de production du secteur informel. Dans ce contexte, l'idée principale est de soutenir les intervenants du secteur informel à structurer leurs activités en très petites entreprises (TPE) grâce à un cadre fiscal flexible ; simplifier le processus d'enregistrement administratif, y compris la sécurité sociale ; dispenser des formations pour permettre à ces acteurs de mieux gérer leurs activités grâce à une comptabilité simplifiée et enfin, fournir une assistance pour l'établissement et le financement (OIT, 2017).

1.2. Méthodologie

L'étude a été menée dans la ville de Fianarantsoa, située dans la région Haute Matsiatra (entre 45,51° et 47,41° de longitude Est et 20,68° et 22,21° de latitude Sud), une partie des Hautes Terres du centre de Madagascar. La ville est limitée par la Commune Rurale Ivoamba au Nord ; la Commune Rurale Soaindrana au Sud ; les Communes Rurales Andrainjato Centre, Taindambo et Ialananindro à l'Est et les Communes Rurales Andoharanomaintso et Ankarinarivo Manirisoa à l'Ouest (CUF, 2017).

La ville de Fianarantsoa est bâtie sur un site de collines alternées de vallées s'étalant sur trois niveaux , à savoir la ville haute reconnue sous le nom de vieille ville, qui représente le site d'origine avec ses maisons traditionnelles et ses multiples églises ; puis vient la ville moyenne, influencée par le colonialisme, située sur la colline de Tsianolondroa, où se trouvent les bâtiments administratifs ; et enfin, la ville basse, une métropole moderne très étendue qui occupe les zones basses ainsi que les collines périphériques représentant l'expansion récente de la ville. La ville se situe à une altitude d'environ 1200 mètres (DMV, 2025).

Fianarantsoa, qui compte 53 *Fokontany*, voit l'agriculture et le commerce comme les activités principales de sa population. D'après le troisième recensement général de la population et de l'habitat, plus de 84 % des habitants ont participé à cette activité en 2018 (INSTAT, 2021). C'est un point important pour développer et promouvoir la création d'emplois à travers ces activités. Dans quelques *Fokontany*, les modes de vie et les occupations des résidents ressemblent à ceux des communautés rurales, en particulier pour ceux qui se trouvent à la périphérie de la ville ou dans des zones plus agricoles (Jacaranda Patrimoine, 2011).

Fianarantsoa reste l'une des municipalités les plus démunies de Madagascar. Elle accuse un retard considérable par rapport à d'autres grandes métropoles en matière de développement. Le commerce constitue un moyen de générer des revenus tout en restant dans le secteur informel. Le manque d'une activité principale représente un obstacle pour le développement urbain. Le lancement de l'initiative visant à promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes a pour but de réduire les taux de pauvreté alarmants à Fianarantsoa. Ainsi, la création de petites entreprises permet d'obtenir un revenu stable pour lutter contre le chômage et le sous-emploi (LDV, 2015).

Une démarche méthodologique mixte a été mobilisée, associant des entretiens semi-structurés et une enquête quantitative réalisée auprès de 50 entrepreneurs informels et 20 entrepreneurs formels. L'échantillonnage est non probabiliste.

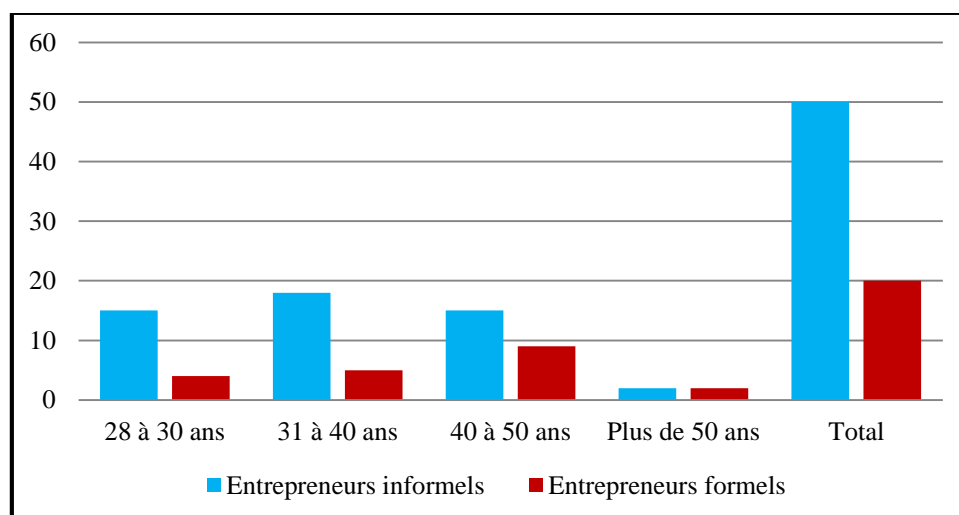
2. RESULTATS

2.1. Profil sociodémographique des entrepreneurs dans la Commune Urbaine de Fianarantsoa

2.1.1. Répartition par classe d'âge

La catégorie des entreprises, qu'elles soient formelles ou informelles, varie en fonction de l'âge du fondateur. Chez les entrepreneurs informels, la tranche d'âge de 31-40 ans représente 36%, tandis que chez les entrepreneurs formels, la catégorie d'âge de 41-50 ans constitue 45%. En total, les entreprises informelles sont nombreuses (71,4%) (Figure 1).

Figure 1 : Répartition par classe d'âge des entrepreneurs (informels et formels)

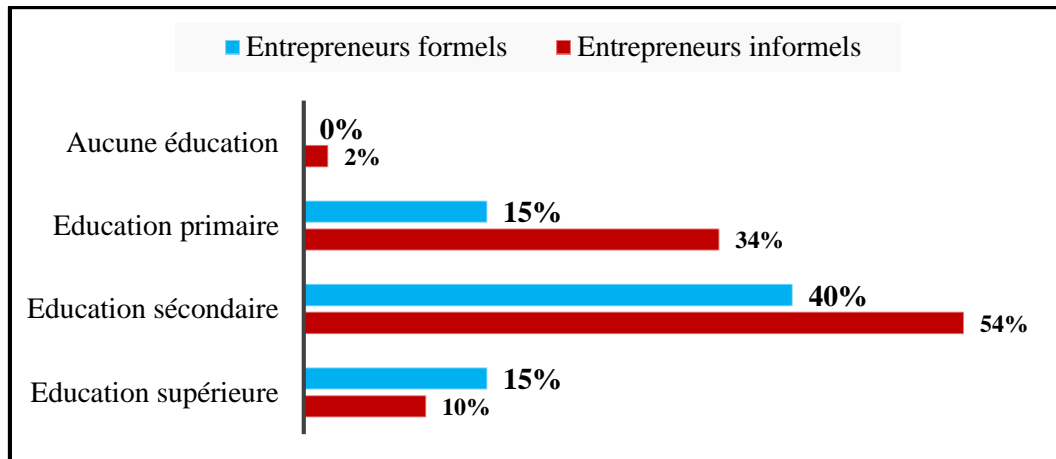


Source : auteur, 2024

2.1.2. Niveau d'instruction

Le niveau d'étude des entrepreneurs est très diversifié (Figure 2). 54% des entrepreneurs informels ont suivi une éducation secondaire contre 40% des entrepreneurs formels.

Figure 2 : Niveau d'instruction des entrepreneurs

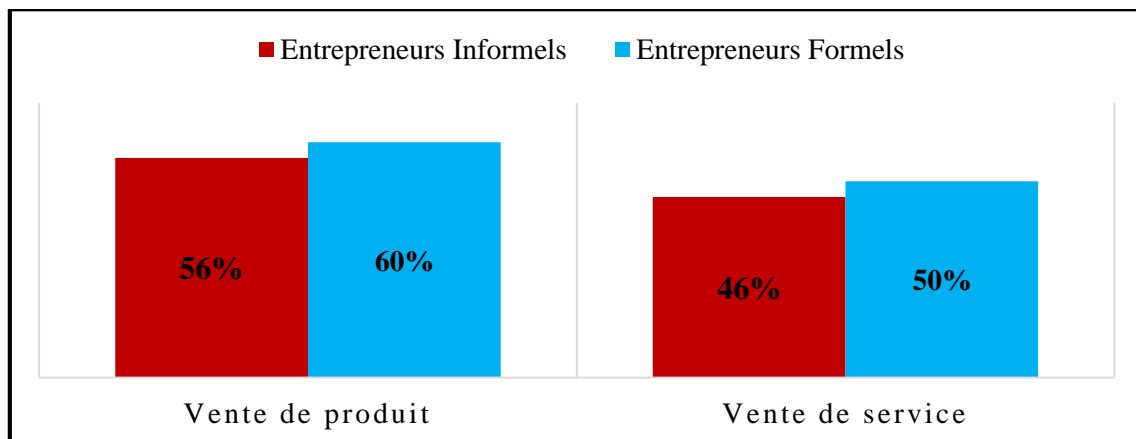


Source : auteur, 2024

2.1.3. Activités des entrepreneurs

Dans la commune urbaine de Fianarantsoa, plusieurs secteurs d'activité sont pratiqués allant de l'agriculture au transport, tourisme, multiservice, distribution de produit de première nécessité (PPN), service numérique. Les entrepreneurs se livrent à la commercialisation de produits, avec 56% pour les entrepreneurs informels tandis que 60% pour les entrepreneurs formels. Ils sont classés en deux catégories (Figure 3). Pour la commercialisation de service, 46% sont dans le secteur informel contre 50% pour le formel.

Figure 3 : Activités des entrepreneurs informels et formels



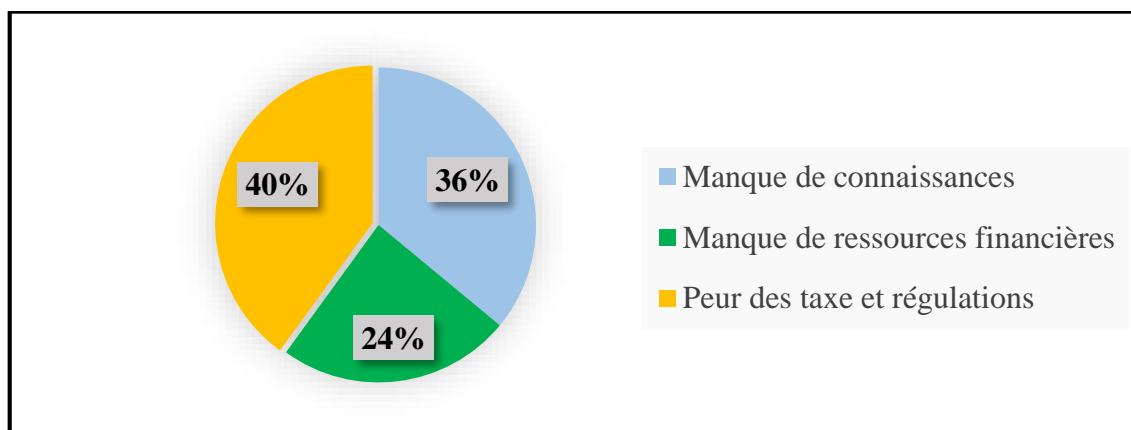
Source : auteur, 2024

2.2. Contexte de la formalisation d'entreprise

2.2.1. Obstacle de la formalisation d'entreprise

Des problèmes liés à la fiscalité ont été remarqués ; 40% des entrepreneurs ne veulent pas payer les impôts et taxes, suivi du manque de connaissance pour 36% et enfin le manque de ressources financières pour 24% (Figure 4).

Figure 4 : Les obstacles de la formalisation

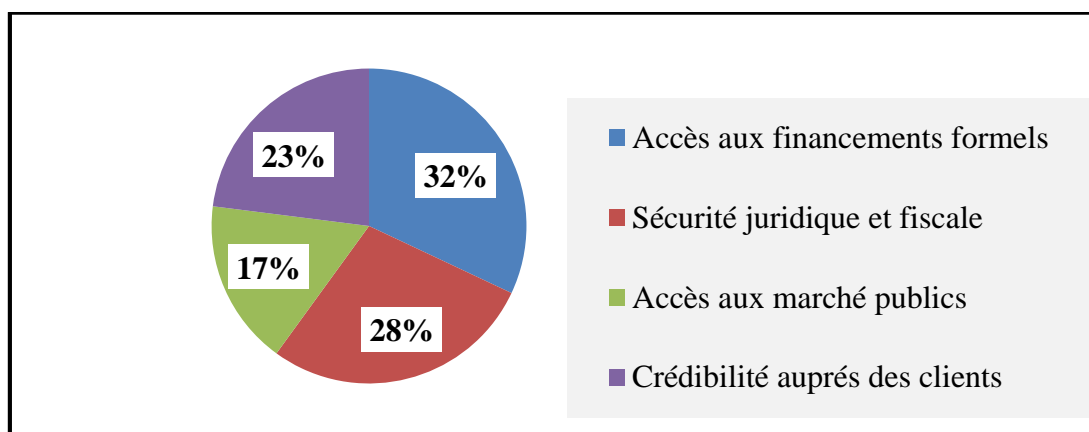


Source : auteur, 2024

2.2.2. Motivation de la formalisation d'entreprise

Les entrepreneurs ont différentes sources de motivation. 32% ont mentionné que l'accès à des financements formels était un facteur clé qui les poussait à formaliser leur entreprise. Par la suite, 28% des entrepreneurs ont mentionné que la sécurité juridique et fiscale était un élément crucial dans leur choix de se formaliser ; 32 % évoquent la crédibilité auprès des clients et 17% ont mis en avant l'importance d'avoir accès aux marchés publics (Figure 5).

Figure 5 : Motivation de la formalisation des entreprises.

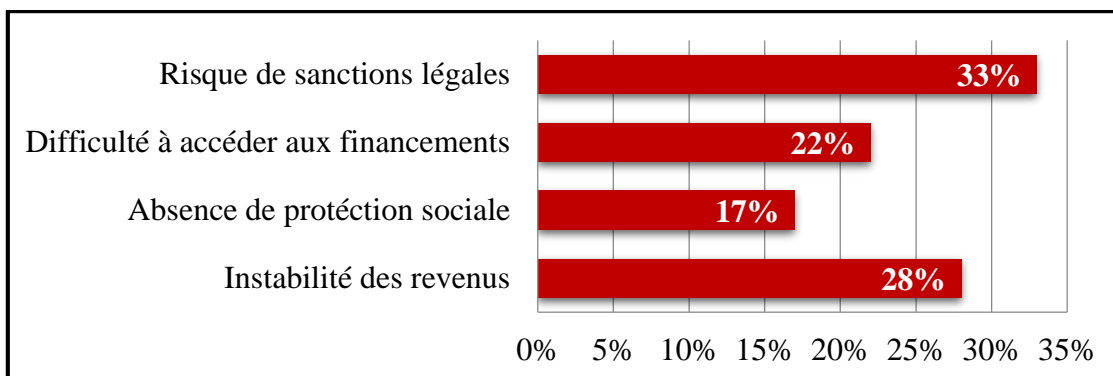


Source : auteur, 2024

2.2.3. Inconvénients de secteur informel

Les entrepreneurs ont dévoilé différents points négatifs liés à l'informalité d'une entreprise. 33% des entrepreneurs informels ont souligné le risque de sanctions légales comme un inconvénient majeur de leur situation. L'instabilité des revenus vient juste après, mentionnée par 28% entrepreneurs. De plus, 22% des entrepreneurs ont fait état de problèmes pour obtenir des financements, alors que 17% des entrepreneurs ont souligné l'absence de la protection sociale (Figure 6).

Figure 6 : Inconvénients du secteur informel

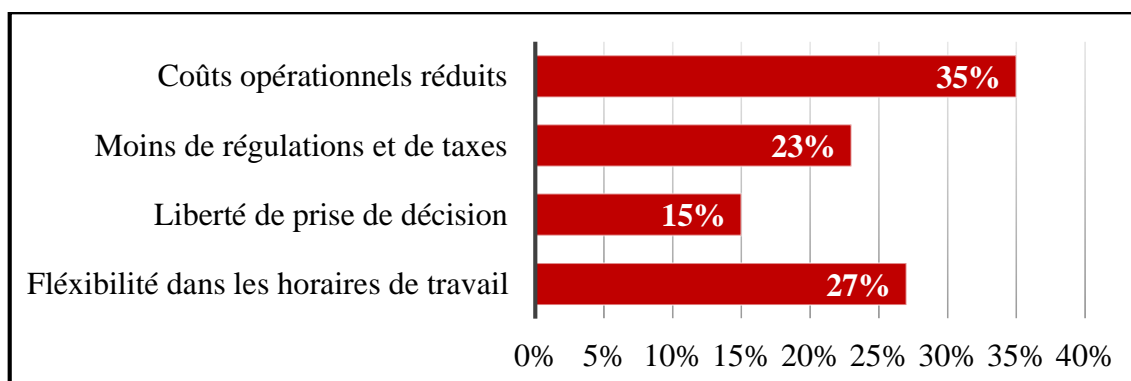


Source : auteur, 2024

2.2.4. Avantages du secteur informel

Selon les entrepreneurs informels, la réduction des coûts opérationnels est un grand avantage, 35% d'entre eux l'ont affirmé. 27% choisissent de rester dans l'informalité à cause de la possibilité d'une flexibilité dans les horaires de travail. Les 38% restant préfèrent la liberté de prise de décision et le bénéfice dans le non prise en charge de réglementations et de taxes (Figure 7).

Figure 7 : Avantages du secteur informel vus par les entrepreneurs



Source : auteur, 2024

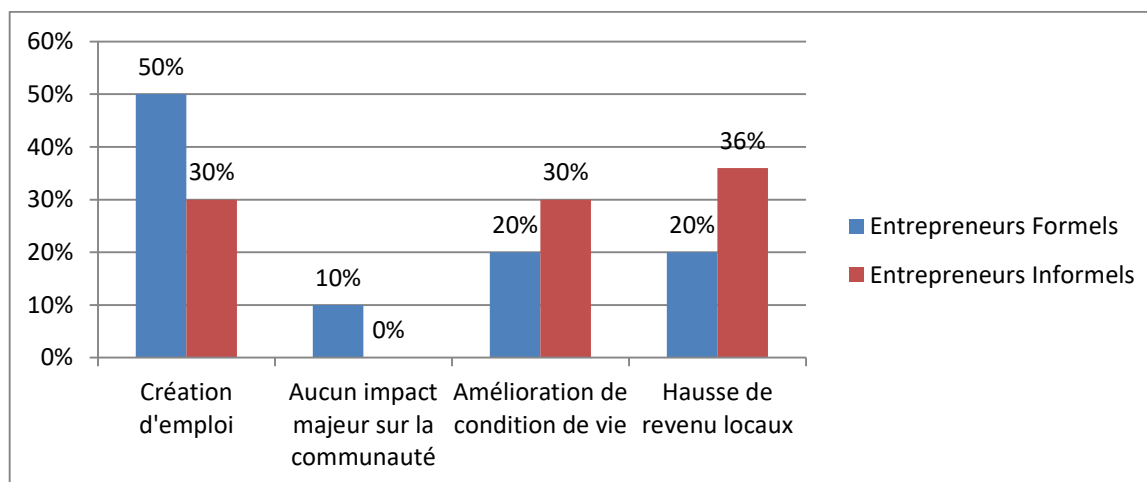
2.3. Impact économique de l'entrepreneuriat et les attentes des entrepreneurs concernant la formalisation

2.3.1. Impact économique

L'entrepreneuriat stimule la création d'emploi et la croissance économique dans la ville de Fianarantsoa. Concernant les entrepreneurs formels, 50% d'entre eux estiment que leur activité contribue positivement à la création d'emplois ; cependant, 10% pensent que leur entreprise n'a pas d'impact majeur sur la communauté. Seules 20% personnes évoquent une amélioration des conditions de vie, et 20% entrepreneurs seulement mentionnent une hausse des revenus locaux. Du côté des entrepreneurs informels, les chiffres sont différents, 34%

signalent un impact positif sur la génération d'emplois, et 30% constatent une amélioration des conditions de vie. Encore plus frappant, 36% entrepreneurs informels jugent que leur entreprise contribue à l'accroissement des revenus au niveau local (Figure 8).

Figure 8 : Comparaison de la création d'emplois entre l'entrepreneuriat informel et formel

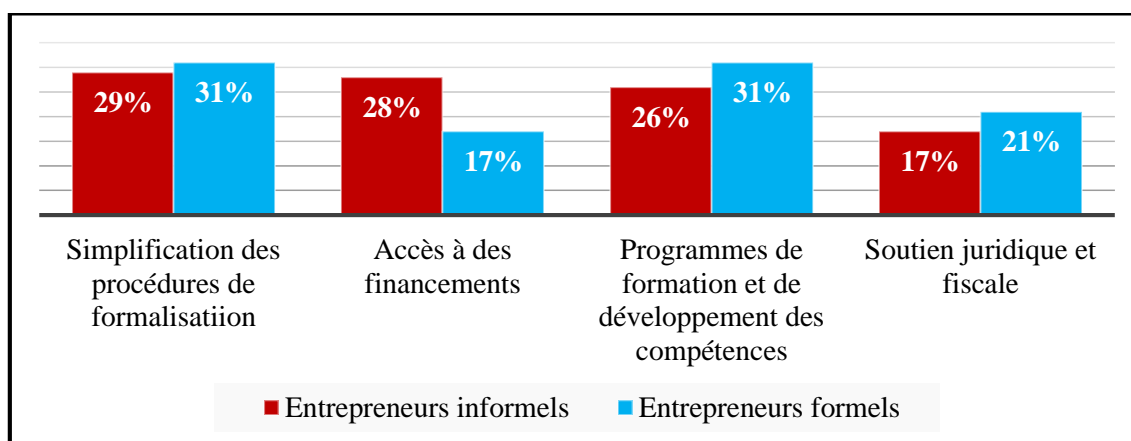


Source : auteur, 2024

2.3.2. Les attentes des entrepreneurs informels et formels concernant la formalisation

En ce qui concerne la formalisation d'entreprise, chaque entrepreneur a ses propres attentes. D'après les 70 entrepreneurs, on observe que la simplification des procédures de formalisation concerne 29% entrepreneurs informels et 31% entrepreneurs formels. En termes d'accès au financement, cela représente 28% entrepreneurs informels et 17% entrepreneurs formels. On compte 26% entrepreneurs informels et 31% entrepreneurs formels dans les Programmes de formation et de développement des compétences. Pour ce qui est de l'assistance juridique et fiscale, nous avons 17% entrepreneurs informels et 21% entrepreneurs formels (Figure 9).

Figure 9 : Les attentes des entrepreneurs concernant la formalisation



Source : auteur, 2024

3. DISCUSSIONS

3.1. Prédominance structurelle de l'informalité

Les résultats d'enquête indiquent clairement que l'entrepreneuriat informel prédomine l'activité principale dans la commune urbaine de Fianarantsoa (Figure 1). Cette prédominance est due à des éléments structurels comme le taux de chômage élevé, l'accès difficile au secteur formel, l'insuffisance d'opportunités d'emploi salarié, etc. Cette tendance est confirmée par les études de De Soto (2000), qui perçoivent dans l'économie informelle une réaction rationnelle à un cadre institutionnel complexe. En effet, les contraintes réglementaires, fiscales et administratives qui pèsent sur les entreprises formelles poussent de nombreux entrepreneurs à choisir des modes de travail non déclarés pour assurer leur survie économique. De plus, selon Williams & Nadin (2024), l'informalité n'est pas seulement le fruit de l'ignorance ou de la marginalisation, mais peut aussi constituer un choix stratégique réel. À Fianarantsoa, beaucoup d'entrepreneurs estiment que l'informel permet une flexibilité de gestion et une autonomie difficilement conciliables avec les exigences du formel.

3.2. Freins persistant à la formalisation

Malgré l'existence de mesures publiques, certains entrepreneurs informels n'ont pas engagé de processus de formalisation. Les obstacles à la formalisation identifiés à Fianarantsoa coïncident avec ceux soulignés par l'OIT (2018) et le PNUD (2019), comme la complexité administrative, les frais d'enregistrement et de régularisation, le manque de clarté sur les procédures et surtout, l'absence d'accompagnement structuré (Figure 4). Ces défis sont d'autant plus redoutés que les entrepreneurs n'ont pas toujours une vision précise des avantages potentiels sur le long terme. Cela nourrit un sentiment de méfiance envers l'État, considéré davantage comme contrôleur plutôt qu'un partenaire.

3.3. Sous valorisation de la formalisation

En revanche, les données montrent que les entrepreneurs qui optent pour la formalisation bénéficient d'avantages concrets tels que l'accès au financement, la reconnaissance juridique, la capacité à participer aux marchés publics et une plus grande visibilité auprès des clients (Figure 5). La formalisation offre des opportunités économiques et sociales, cependant, ces bénéfices demeurent peu connus du grand public entrepreneurial. Comme l'indiquent La Porta & Shleifer (2014), les politiques publiques destinées à promouvoir la formalisation doivent obligatoirement s'appuyer sur une stratégie incitative, plutôt que punitive. Cela implique d'améliorer la communication, d'instaurer des guichets de soutien administratif et de simplifier les procédures.

3.4. Impact économique différencié entre formel et informel

Du point de vue économique, l'étude révèle que les deux formes d'entrepreneuriat contribuent à la création d'emplois et à la dynamique locale, mais de manière différente en termes de portée et d'intensité (Figure 8). L'économie informelle emploie une large portion de la main-d'œuvre exclue du système formel, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté extrême sur le court terme. Cependant, ces emplois sont précaires, non déclarés et souvent peu rémunérés. Quant au secteur formel, il crée des emplois plus stables, offre un accès à la couverture sociale et contribue aux recettes fiscales locales. Par ailleurs, les entreprises formelles participent plus activement à des actions communautaires, devenant ainsi des acteurs de la cohésion sociale. Ce constat rejoint les recherches de Fox & Sohnesen (2012), qui suggèrent que l'économie informelle ne devrait pas être vue comme un obstacle au développement, mais comme une source potentielle de croissance inclusive, à condition d'en faciliter l'intégration progressive dans le système formel.

3.5. Stratégies attendues pour encourager la transition vers le formel

Les entrepreneurs informels interrogés expriment des attentes similaires, appelant à la mise en place de stratégies souples et adaptées, axées spécifiquement sur la facilitation des procédures, des allègements fiscaux initiaux, des formations en gestion, et un accompagnement personnalisé et accessible. Un autre besoin fortement demandé est l'accès au financement (Figure 4). De nombreux entrepreneurs souhaitent obtenir des microcrédits, des prêts à faible taux d'intérêt ou des subventions afin de soutenir l'expansion de leur activité une fois formalisée. L'accès limité aux ressources financières est un obstacle significatif à l'expansion, et il est d'autant plus complexe compte tenu du fait que les institutions bancaires demeurent fréquemment inaccessibles sans garanties ou statuts formels (OCDE, 2015).

De plus, les participants mettent en évidence l'importance stratégique que les médias peuvent avoir dans la sensibilisation à la formalisation. Une meilleure sensibilisation par le biais de la radio, des réseaux sociaux ou de campagnes locales pourrait aider à modifier les perceptions concernant les avantages du secteur formel. Pour satisfaire à ces exigences, un réexamen des mécanismes institutionnels en place est nécessaire. Cela nécessite l'engagement direct des autorités locales, des chambres de commerce et d'organisations de soutien à l'entrepreneuriat comme les ONG œuvrant au niveau local, comme l'ONG *Ndao Hifanosika Fianara*. Ainsi, une approche progressive, incitative et contextualisée serait la clé d'une stratégie de formalisation réussie. Cela pourrait impliquer la mise en place d'un processus d'enregistrement simplifié, des guichets uniques de formalisation, des allègements fiscaux

temporaires, ainsi que des programmes de formation en gestion et fiscalité adaptés aux réalités locales (PNUD, 2021). De plus, il est crucial de mettre en valeur les succès des entrepreneurs déjà établis : partage d'expériences, apprentissage mutuel, création de réseaux et accompagnement renforcé peuvent servir d'éléments moteurs. Finalement, promouvoir la transition vers le formel nécessite de renforcer la confiance entre les entrepreneurs et les institutions. Cela implique une gouvernance locale, basée sur l'écoute, la transparence et l'élaboration conjointe des politiques de développement entrepreneurial (Bruhn, 2013).

CONCLUSION

L'entrepreneuriat informel au sein de la municipalité de Fianarantsoa met en relief le rôle essentiel de ce domaine dans l'économie locale, tout en mettant également en lumière ses enjeux et ses vulnérabilités structurelles. Dans les pays en voie de développement, l'économie informelle se révèle fréquemment être la source principale d'emploi pour les groupes les plus vulnérables. A Fianarantsoa, ce phénomène est extrêmement visible, le secteur informel étant la principale source de subsistance pour la plupart des résidents. Il constitue un véritable filet de sécurité pour ceux qui n'ont pas de possibilités d'emploi formelles. Le secteur informel se définit par des activités qui ne sont pas enregistrées ni régulées, comprenant des commerces de petite envergure jusqu'aux services d'artisanat et de transport. Ce domaine demeure crucial, non seulement pour la création d'emplois, mais aussi pour la résilience économique locale, en intégrant les travailleurs exclus du secteur formel. Les raisons qui poussent les entrepreneurs informels à se lancer sont multiples, cependant la plupart d'entre eux empruntent cette voie par obligation, pour faire face à l'insuffisance de possibilités d'emploi et éviter les procédures administratives jugées lourdes. Les procédures d'enregistrement complexes et les coûts élevés liés aux licences ou aux taxes découragent l'intégration au secteur formel.

L'approche pour formaliser les entreprises informelles est pluridimensionnelle, intégrant la simplification des procédures administratives, des stimulants financiers, l'augmentation de la productivité et le renforcement de la communication sociale. L'intention est de minimiser les entraves à la formalité, d'inciter à une participation volontaire et d'établir un cadre favorable à l'expansion et au progrès des entreprises. Ainsi, la formalisation est un processus complexe qui nécessite une approche intégrée et coordonnée. En simplifiant les procédures, en proposant des encouragements, en augmentant l'efficacité et en stimulant la conversation, on peut inciter les entreprises informelles à intégrer le secteur formel en contribuant de ce fait à une économie plus ouverte et pérennes.

La recommandation 204 de l'OIT encourage les membres à élaborer des stratégies intégrées et cohérentes favorisant le passage de l'économie informelle vers l'économie formelle, tout en soulignant la nécessité d'adopter des approches personnalisées pour tenir compte de la variété des contextes et des particularités propres à chaque pays.

L'avenir pourrait être marqué par une transition progressive vers une formalisation accrue, rendue possible grâce à des dispositifs incitatifs innovants, la simplification des démarches administratives et la mise en place d'un environnement plus favorable aux petites entreprises. En parallèle, le développement de l'économie numérique ouvre de nouvelles perspectives pour intégrer davantage d'entrepreneurs informels dans le cadre formel, tout en préservant leur flexibilité et leur capacité d'adaptation. Cependant, cette transformation nécessite une approche équilibrée qui prenne pleinement en considération les réalités socioéconomiques des entrepreneurs, afin d'éviter toute exclusion ou l'apparition de nouvelles formes de marginalisation. Comment concilier la nécessité de formaliser le secteur informel pour favoriser le développement socioéconomique, tout en préservant la flexibilité et l'esprit entrepreneurial ?

REFERENCES

Articles des revues

- Alami, R.M. (2007). Microentreprises informelles et cadre institutionnel au Maroc. Presses de l'Université du Québec, 37(418), 225-239.
- Andriambololona, J. (2021). L'impact de l'entrepreneuriat informel sur l'économie locale de Fianarantsoa. *Revue Malgache de l'Économie*, 12(1), 15-30.
- Beck, T. & Demirgüç-Kunt, A. (2006). Small and Medium-Size Enterprises: access to Finance as Growth Constraint. *Journal of Banking and Finance*, 30, 2931-2943.
- Boubakary (2016). Influences de facteurs de contingence sur le management des entreprises africaines : le cas du Cameroun. *Revue Africaine de Management*, 1(1), 133-148.
- Bruhn, M. (2013). A tale of two species: Revisiting the effect of registration reform on informal business owners in Mexico. *Journal of Development Economics*, 103, 275-283.
- Causse, G. & Hien, F.K. (2024). L'économie informelle : la faire disparaître ou l'institutionnaliser ? *Revue Interdisciplinaire Management, Homme & Entreprise*, 13(56), 70-84.
- Djankov, S., Miguel E., Qian, Y., Roland, G. & Zhuravskaya, E. (2004). Who are Russia's entrepreneurs ? *Journal of the European Economic Association*, 3(2-3), 1-11.
- Kede, F. & Tsafack, R. (2017). Contraintes environnementales et entrepreneuriat informel au Cameroun. *Revue Africaine de Management*, 2(1), 68-86.
- Kerr, W.R. & Nanda, R. (2013). Financing Constraints and Entrepreneurship. Working Paper Harvard Business School Entrepreneurial Management, 10(13), 22.
- La Porta, R. & Shleifer, A. (2014). Informality and Development. *Journal of Economic Perspectives*, 28(3), 109-126.
- Mbugua, S.K., Njeru, A. & Tirimba, I.O. (2014). Factors affecting the performance of small and microentreprises in Lunuru Town Market of kiambucounty Kenya. *International Journal of Scientific and Research Publications*, 4(12), 2250-3153.
- Nguena, C.L. & Tsafack, N.R. (2014). Facteurs Microéconomiques du Déficit de Financement des PME au Cameroun. *African Development Review*, 26(2), 372-383.
- Parker, S.C. (2009). Can cognitive biases explain venture team homophily? *Strategic Entrepreneurship Journal*, 3, 67-83.
- Rakotoarivelo, N. (2022). Vers une régulation de l'entrepreneuriat informel à Madagascar. *Cahiers de la Recherche Economique*, 8(3), 55-70.

Randrialahamady, S.N., Raherivelo, F., Bela, C., Radimilahy, M., Bezafy, P., & Jaonary, J. A. (2023). Enjeux de la formalisation des activités informelles des très petites entreprises (TPE) dans le monde rural de Madagascar. *Revue Internationale de la Recherche Scientifique*, 1(3), 396-405. Available at: <https://doi.org/10.5281/zenodo.8094883>.

Webb, J.W, Bruton, G. D., Tihanyi, L., Ireland, R. D. (2012). Research on entrepreneurship in the informal economy : Framing a research agenda. *Journal of Business Venturing*, 28(5), 598-614. Available at: <https://doi.org/10.1016/j.jbusvent.2012.05.003>.

Williams, C.C. & Nadin, S. (2024). Evaluating the Participation of the Unemployed in Undeclared Work: Evidence from a 27-nation European survey. *European Societies*, 16(1), 68-89.

Ouvrages

Banerjee, A.V. & Duflo, E. (2012), *Poor Economics: A Radical Rethinking of the Way to Fight Global Poverty*, Public Affairs, New York.

Chauvin, P.-M., Grossetti, M. & Zalio, P.-P. (2014), *Dictionnaire sociologique de l'entrepreneuriat*, Presses de Sciences Po, Paris.

De Soto, H. (2000), *The Mystery of Capital: Why Capitalism Triumphs in the West and Fails Everywhere Else*, Basic Books.

Lautier, B. (2004), *L'économie informelle dans le tiers monde*, La Découverte, Paris.

OIT (2023), *Statistiques de l'économie informelle*, MERSSI, Genève.

Roesel, K. & Grace, D. (2016), *Sécurité sanitaire des aliments et marchés informels: les produits d'origine animale en Afrique subsaharienne*, Institut International de Recherche sur l'Élevage, Nairobi, Kenya.

Schumpeter, J.A. (1935), *Théorie de l'évolution économique*, Dalloz-Sirey, Paris.

Rapports, ateliers, colloques, conférences, séminaires

Acfas (2016), *L'économie informelle, l'entrepreneuriat et l'emploi*, in 84e Congrès de l'Acfas. *L'économie informelle, l'entrepreneuriat et l'emploi*, Université du Québec à Montréal Montréal, Canada. Available at: https://www.acfas.ca/sites/default/files/congres/84/appel_communication/appel_communications_colloque-401_10142.pdf.

Bureau, S. & Fendt, J. (2010), *L'entrepreneuriat au sein de l'économie informelle des pays développés : une réalité oubliée ?* In. 19e Conférence de l'Association Internationale de Management Stratégique, Luxembourg.

PNUD (2019), *Rapport annuel 2019 Programme des Nations Unies pour le Développement. Rapport sur le Développement humain*.

Available at: <https://annualreport.undp.org/2019/assets/UNDP-Annual-Report-2019-fr.pdf>.

Documents

Banque mondiale (2023), Madagascar: Poverty and Inequality.

CCIHM (2023), Etude sur l'économie informelle à Fianarantsoa

INSTAT (2013), Le secteur informel à Madagascar en 2012, poids économique et social importants en déconnexion avec le système formel.

Available at: <https://www.instat.mg/p/enempsi-2012-le-secteur-informel-a-madagascar-en-2012-poids-economique-et-social-importants-en-deconnexion-avec-le-systeme-formel>.

INSTAT (2021), Résultats définitifs du RGPH-3 2018 | Troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitation.

Fox, L. & Sohnesen, T.P. (2012), Household enterprises in Sub-Saharan Africa : why they matter for growth, jobs, and livelihoods. Policy Research Working Paper Series 6184, The World Bank. Available at: <https://ideas.repec.org/p/wbk/wbrwps/6184.html>.

OCDE (2015), Cadre d'action pour l'investissement.

OIT (2017), Etude sur la migration de l'économie informelle vers l'économie formelle : proposition de stratégie pour le groupement inter-patronal du Cameroun.

OIT (2018), Women and men in the informal economy : A statistical Picture. Available at: https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_626831/lang--en/index.htm.

PNUD (2021), Accélérer l'impact des entreprises. L'Approche Écosystème pour contribuer aux ODD.

Billets des blogs

CUF (2017), Monographie - Commune Urbaine de Fianarantsoa. Available at: <https://www.cufianarantsoa.mg/monographie> (Accessed: 21 July 2025).

DMV (2025), Fianarantsoa. Available at: <https://www.voyagemadagascar.com/guide-madagascar/destination/fianarantsoa> (Accessed: 21 July 2025).

Jacaranda Patrimoine (2011), Vieille ville de Fianarantsoa : un patrimoine restauré. Available at: <https://www.jacaranda.fr/en/societe-vieille-ville-de-fianarantsoa-un-patrimoine-restaurer> (Accessed: 21 July 2025).

LDV (2015), Fianarantsoa, le sous-emploi domine le marché du travail. Available at: <http://www.orange.mg> (Accessed: 21 July 2025).

WIEGO (sans date), Compter les travailleuse·eur·s de l'informel du monde entier : éléments clefs. Available at: <https://www.wiego.org/fr/comprendre-economie-informelle/panorama-statistique/> (Accessed: 21 July 2025).